

À la suite des attentats terroristes . . .

## La Banque mondiale et le FMI décident de ne pas tenir leur Assemblée annuelle comme prévu

Après les terribles attentats terroristes contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington, Horst Köhler, Directeur général du FMI, et James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale, ont annoncé que le Groupe de la Banque mondiale et le FMI ne tiendraient pas leur Assemblée annuelle les 29 et 30 septembre. Cette décision a été prise, ont-ils annoncé dans leur déclaration conjointe, «en signe de notre respect et de notre profonde sympathie pour les familles de toutes les victimes des événements horribles de mardi dernier et afin que les forces de l'ordre puissent se consacrer entièrement aux tâches prioritaires dans ces moments exceptionnels». (Note d'information du FMI n° 01/89, 17 septembre.)

M. Köhler avait déclaré le 12 septembre (note d'information n° 01/88) : «J'ai assuré les pays membres ... que le FMI suit de près la situation et se tient prêt à aider ses pays membres si nécessaire. En dépit de l'ampleur de la tragédie humaine, nous sommes d'avis que ces terribles événements n'auront qu'un impact limité sur l'économie internationale et le système financier mondial.»

### Déclarations en Europe

À Rome, le Trésor italien a publié une déclaration le 12 septembre au nom des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale du Groupe des Sept (présidé actuellement par l'Italie), soulignant leur détermination «à garantir que la tragédie ne soit pas aggravée par une perturbation de l'économie mondiale».

À Bruxelles, les ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne, la Banque centrale



Attaques terroristes contre le Pentagone à Washington (ci-dessus) et le World Trade Center à New York (ci-contre), le 11 septembre.

européenne (BCE), les gouverneurs de banque centrale de l'Union européenne et la Commission européenne ont publié une déclaration conjointe le 12 septembre, promettant de prendre «toutes les mesures nécessaires ... pour assurer le bon fonctionnement des marchés et la stabilité du système financier».

### Accord d'échange

Le 13 septembre, le Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve américain a annoncé qu'il avait conclu avec la BCE un accord d'échange «pour faciliter le fonctionnement des marchés financiers et fournir des liquidités en dollars». Dans le cadre de cet accord, la BCE recevra des dépôts en dollars à concurrence de 50 milliards à la Banque fédérale de réserve de New York. En échange, celle-ci recevra des dépôts en euros d'un montant équivalent à la BCE.

La BCE mettra ces dépôts en dollars à la disposition des banques centrales nationales de l'Euro-système, qui les utiliseront pour satisfaire les besoins de liquidités en dollars des banques européennes dont les opérations aux États-Unis ont été affectées par la catastrophe. Cet accord d'échange a une durée de trente jours. ■

## Le FMI entreprend une vaste consultation internationale sur la lutte contre la pauvreté

**D**ébut août, le FMI et la Banque mondiale ont commencé à dresser le bilan du processus des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) afin de donner un nouvel essor à cette initiative lancée voici deux ans, en vue de recentrer sur la pau-

vreté la politique économique et l'aide au développement des pays pauvres. Parallèlement, le FMI a entrepris un examen de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), son guichet concessionnel réservé aux pays pauvres. Wayne Camard s'en est entretenu avec Masood Ahmed, Directeur adjoint du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques et coprésident du comité conjoint Banque-FMI.

**M. CAMARD :** Vous venez d'entreprendre un examen exhaustif des DSRP et de la FRPC. Qu'en attendez-vous?

**M. AHMED :** Ce dispositif a été mis en place il y a bientôt deux ans, pour faire suite à la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait d'une démarche nouvelle tant pour le FMI que pour les pays qui se

chargent d'élaborer une politique économique susceptible de recevoir le soutien des bailleurs de fonds. Nous avons maintenant suffisamment d'éléments pour dresser un bilan et voir comment ces initiatives fonctionnent sur le terrain, et quels aménagements il convient d'y apporter. À l'issue de cet examen, nous proposerons à notre Conseil d'administration (et à celui de la Banque mondiale puisque les DSRP sont une initiative conjointe) des modifications pour corriger les faiblesses qui sont apparues au cours des deux premières années.

**M. CAMARD :** Qu'est-ce qui faisait la nouveauté de cette démarche?

**M. AHMED :** Dans le cas des DSRP, ce qui est nouveau, bien entendu, c'est qu'on met beaucoup plus l'accent sur la lutte contre la pauvreté, qui est l'axe autour duquel s'articulent les stratégies de développement. Et que l'on associe à l'élaboration de ces stratégies nationales des acteurs très variés — représentants de la société civile, des pauvres et du secteur privé. C'est donc un processus largement participatif. Les stratégies elles-mêmes sont centrées de manière plus pointue sur la réduction de la pauvreté, les résultats importent plus que les moyens mis en œuvre, et elles

### Conditionnalité : appel aux avis extérieurs

Le FMI a diffusé une série de documents sur la rationalisation et le recentrage des conditions dont il assortit ses crédits — la « conditionnalité » — et invite le public à les commenter (note d'information n° 1/86, 4 septembre).

Ces documents, qui ont été examinés par le Conseil d'administration le 25 juillet, passent en revue les premiers résultats de la rationalisation de la conditionnalité structurelle, examinent les propositions de renforcement de la collaboration entre le FMI et la Banque mondiale en ce qui concerne les programmes et la conditionnalité, et résument les commentaires extérieurs reçus par voie électronique et au cours des séminaires organisés pendant l'été à Berlin, à Tokyo et à Londres (voir *Bulletin du FMI*, 9 juillet, page 218; 6 août, page 249, et 20 août, page 261). Tous ces documents, ainsi qu'une note connexe d'information au public (n° 01/92, 4 septembre), sont affichés (en anglais) sur le site Web du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).

L'objectif est d'assurer que la conditionnalité est conçue et appliquée de manière à renforcer la prise en charge des programmes par les pays et l'exécution soutenue des réformes économiques. On souligne la nécessité de privilégier les mesures qui sont essentielles à la réalisation des objectifs macroéconomiques des programmes appuyés par le FMI et de répartir plus clairement le travail entre les institutions, en particulier avec la Banque mondiale.

Il ressort de l'examen des premiers résultats de la rationalisation de la conditionnalité structurelle que les conditions des récents programmes ont été concentrées davantage sur les domaines de responsabilité et de compétence du FMI. Pendant la période de six mois qui a débuté en septembre 2000, le nombre de conditions a diminué dans les programmes appuyés par la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, mais le nombre d'accords de confirmation approuvés pendant cette période est trop faible pour pouvoir dégager une tendance significative.

Le document sur la collaboration FMI-Banque mondiale examine pourquoi il est nécessaire de renforcer la collaboration dans la conception des programmes, ainsi que dans l'établissement et le suivi des conditions. Il conclut qu'une collaboration plus étroite en matière de conditionnalité renforcera la conception des programmes, mais uniquement si les services des institutions coopèrent davantage pendant tout le déroulement des programmes.

Les personnes qui souhaitent commenter ces documents peuvent envoyer leurs observations au FMI par la poste, par télécopie (202)-623-4233 ou par courrier électronique à l'adresse [conditionality@imf.org](mailto:conditionality@imf.org). Les commentaires reçus avant le 15 octobre serviront de référence pour la réunion du Conseil d'administration du FMI en novembre et seront pris en compte par les services de l'institution dans la poursuite de leurs travaux.

**M. Ahmed :** « Nous avons maintenant suffisamment d'éléments pour dresser un bilan. »

fournissent un cadre commun dans lequel tous les bailleurs de fonds, y compris le FMI, peuvent agir de concert. Beaucoup de pays en développement et d'organismes d'aide avaient commencé à intégrer tous ces éléments dans leurs programmes avant qu'on ne lance les DSRP. Ceux-ci sont le produit d'un apprentissage et structurent notre travail dans les pays pauvres.

**M. CAMARD : Comment cette nouvelle forme de partenariat influe-t-elle sur l'examen des DSRP?**

M. AHMED : Les conclusions auxquelles cet examen amènera vont avoir une incidence sur la manière dont les pays élaborent leurs stratégies nationales et dont les bailleurs de fonds et les organismes tels que le FMI et la Banque mondiale soutiennent ces efforts. Nombre d'organismes d'aide au développement et d'organisations indépendantes de la société civile se sont déjà penchés sur l'expérience des DSRP. Pour que le bilan soit aussi exhaustif que possible, nous souhaitons rassembler tous les enseignements de ces différentes perspectives.

**M. CAMARD : Comment comptez-vous procéder?**

M. AHMED : Notre examen s'alimentera à cinq sources différentes. Premièrement, nous prendrons en compte le travail d'organes bilatéraux, tels que le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'Agence suédoise du développement international ou le Partenariat spécial pour l'Afrique, et d'organes indépendants — organisations de la société civile, universitaires, etc.

Deuxièmement, nous allons organiser une série de rencontres régionales de pays engagés dans le processus des DSRP. La pièce maîtresse du DSRP, c'est le pays qui l'élabore. Il y a maintenant environ trois douzaines de pays où la préparation d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté est bien avancée. L'expérience des autorités de ces pays sera riche d'enseignements pour notre examen et doit nous permettre de voir comment il y a moyen d'améliorer le processus. Nous allons donc réunir des représentants de ces pays, région par région, afin de recueillir les indications qu'ils peuvent nous fournir.

Troisièmement, nous avons lancé un appel à commentaires par l'intermédiaire de notre site Web — à toutes les personnes participant peu ou prou à l'élaboration du DSRP de leur pays — et nous avons déjà reçu des réponses qui nous aideront dans notre tâche.

Quatrièmement, nous allons organiser une conférence internationale à Washington, en janvier 2002, pour réunir les personnes ayant participé à l'examen des DSRP.

Enfin, nos services et ceux de la Banque mondiale qui ont travaillé sur ce sujet apporteront un éclairage utile. Toutes ces contributions seront synthétisées dans un rapport que nous remettrons aux administrateurs du FMI et de la Banque mondiale, et qui exposera les vues de nos services et de la direction

sur la manière dont le processus a évolué, les sujets de préoccupation qui se sont fait jour au cours des deux premières années, les points forts que nous devons exploiter et les moyens de remédier aux points faibles des DSRP en en modifiant la forme ou les modalités pratiques.

**M. CAMARD : Quelles sont les critiques exprimées jusqu'à présent ? Quels commentaires avez-vous reçus?**

M. AHMED : Les sujets de préoccupation apparus jusqu'ici sont de trois ordres. Il y a d'abord ceux qui sont spécifiques aux pays. Il s'agit de la façon dont le processus est mis en place ou se déroule dans tel ou tel pays. Certains se demandent si la participation a été suffisamment large ou si l'on n'est pas allé trop vite en besogne pour pouvoir examiner les aspects essentiels de la lutte contre la pauvreté. Ce sont des problèmes de rodage, auxquels il faut s'attendre dans la phase initiale, et dont nous pouvons, je l'espère, tirer les leçons.

Il y a ensuite ceux qui se demandent si cette démarche va vraiment changer la manière dont la communauté des bailleurs de fonds opère. Nombre d'organisations de la société civile doutent que, du fait des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, le FMI, la Banque mondiale et les organismes bilatéraux soient prêts à modifier les politiques qu'ils ont toujours appuyées jusqu'ici. Les commentaires que nous avons reçus mettent en question la marge de manœuvre dont disposent ces organismes.



*M. Ahmed : «Les conclusions auxquelles cet examen amènera vont avoir une incidence sur la manière dont les pays élaborent leurs stratégies nationales et dont les bailleurs de fonds et les organismes tels que le FMI et la Banque mondiale soutiennent ces efforts.»*

**Utilisation des ressources du FMI**

(Millions de DTS)

	En août 2001	Janvier-août 2001	Janvier-août 2000
Compte des ressources générales	1.201,46	11.880,57	2.469,95
Accords de confirmation	1.201,46	11.769,45	1.808,63
FRS	578,40	5.164,08	0,00
Accords élargis de crédit	0,00	111,12	661,32
MFC	0,00	0,00	0,00
FRPC	37,26	448,28	275,04
Total	1.238,72	12.328,85	2.744,99

FRS = facilité de réserve supplémentaire  
 MFC = mécanisme de financement compensatoire  
 FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance  
 Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : FMI, Département de la trésorerie.

**Nous avons noté des progrès incontestables dans le recentrage et la rationalisation de la conditionnalité.**

**Masood Ahmed**

Troisièmement, les pays qui sont en train de préparer un DSRP se posent vraiment des questions sur les espérances que l'on met dans ce processus. Est-ce que nous n'en attendons pas trop, trop vite? Beaucoup de pays signalent qu'il y a de sérieux problèmes de capacités institutionnelles, de connaissances techniques et de base statistique. Bien des problèmes des pays pauvres sont insurmontables depuis de longues années, et l'organisation d'une vaste consultation pour élaborer une stratégie nationale — et la définition d'un ensemble d'objectifs et d'indicateurs de réalisation mesurables et vérifiables — est une tâche considérable pour n'importe quel pays. Nous devons voir si nous plaçons la barre de façon assez réaliste pour ce qui pourrait être un processus graduel de renforcement des capacités nationales et d'élaboration des stratégies antipauvreté.

À cela s'ajoute la crainte que certains groupes d'intérêts ne commencent à voir dans le processus du DSRP un moyen de promouvoir leur cause particulière. Bien des aspects sont certes importants, que ce soit le commerce ou les infrastructures, les sources de conflit ou l'égalité des sexes, mais un certain nombre de pays commencent à craindre que la liste des sujets que le DSRP est censé couvrir ne devienne trop exhaustive. Ils craignent de ne pas être en mesure de répondre aux attentes de ce qui constitue une stratégie nationale acceptable.

**M. CAMARD :** L'une des questions que vous avez évoquées est celle de savoir si le comportement des organismes de prêt internationaux a beaucoup changé, et c'est un point essentiel dans l'optique de l'examen de la FRPC. En quoi cette évaluation est-elle distincte?

**M. AHMED :** Elle sera conduite en parallèle avec l'examen des DSRP, mais elle est distincte, car elle porte sur le mode de fonctionnement du FMI. Il y a un an environ, nous avons défini sept éléments qui devaient, à notre avis, différencier les programmes FRPC des programmes FASR qui les avaient précédés. Ces éléments — parmi lesquels une plus large place à la souplesse budgétaire, une conditionnalité plus ciblée, une bien plus grande attention à la gestion des dépenses publiques et des évaluations *ex ante* bien plus systématique des effets sociaux — sont décrits dans une note que nous avons affichée sur notre site Web juste avant l'Assemblée annuelle de l'an dernier. La FRPC fonctionne depuis un an et demi, et il est temps de faire un tour d'horizon et de vérifier si les nouveaux programmes intègrent systématiquement les éléments prescrits. Nous aurons aussi le loisir de décider s'il y a lieu de revoir et de modifier ces sept éléments.

Ce bilan d'étape sera aussi l'occasion de demander à ceux qui étudient les programmes FRPC à l'exté-

rieur du FMI si leur expérience sur le terrain correspond bien à cette nouvelle approche.

**M. CAMARD :** Quelles sont vos premières impressions au sujet de la FRPC?

**M. AHMED :** Nous avons commencé à passer en revue des programmes récents. On commence à voir se dessiner les traits recherchés. Mais il faut aussi dire qu'on n'avance pas au même rythme sur tous les plans. Par exemple, nous avons noté des progrès incontestables dans le recentrage et la rationalisation de la conditionnalité.

Le Directeur général a donné une forte impulsion à cet effort de recentrage et de rationalisation. Comparativement, les programmes FRPC comportent maintenant trois fois moins de conditions d'ordre structurel qu'auparavant. Et les conditions dont ils sont assortis sont beaucoup plus centrées sur les domaines clés relevant de la compétence du FMI.

## FINANCES & DÉVELOPPEMENT

PUBLIÉ PAR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le numéro de septembre de *Finances & Développement* comporte plusieurs articles sur la réforme du secteur social, parmi lesquels :

**La réforme du secteur social dans les pays en transition**  
*Christian Keller et Peter S. Heller*

**La vérité sur la réforme des régimes de retraite**  
*Nicholas Barr*

**Allègement de la dette et dépenses publiques dans les pays pauvres très endettés**  
*Sanjeev Gupta, Benedict Clements, Maria Teresa Guin-Siu et Luc Leruth*

**Contre le protectionnisme des pays riches Jubilé 2010 et al.**  
*Jagdish Bhagwati*

**Échange, croissance et pauvreté**  
*David Dollar et Aart Kraay*

**Budget et collectivités territoriales en Russie**  
*Nadezhda Bikalova*

**L'affaire de Suez en 1956 a-t-elle été la première crise financière du XXI<sup>e</sup> siècle?**  
*James M. Boughton*

*Finances & Développement* est une publication trimestrielle du Fonds monétaire international, qui paraît en plusieurs langues (anglais, arabe, chinois, espagnol et français). L'abonnement est gratuit. Une édition russe est copubliée par le FMI et Izdatelstvo Ves Mir (Moscou) et est disponible par abonnement. Pour recevoir cette publication, s'adresser à : IMF Publication Services, Box FD01, Washington DC 20431 (U.S.A.).



Les progrès sont moins systématiques dans l'analyse *ex ante* des effets sur la pauvreté et l'évaluation des effets sociaux des principales mesures appuyées par les programmes. Récemment, en Gambie, en Guinée, au Sénégal et au Vietnam, des chefs de mission ont expliqué clairement les effets sociaux qu'auraient les principales réformes. Cela a été apprécié et relevé par le Conseil d'administration lorsqu'il a examiné les dossiers de ces pays. Mais cela ne se fait pas encore systématiquement, comme ce sera, je l'espère, le cas à l'avenir.

**M. CAMARD :** Pensez-vous pouvoir tirer les enseignements de ce que vous avez appris des différents pays et, en les passant en revue dans votre étude, faire en sorte que les autres pays s'en inspirent et fassent les améliorations qui peuvent s'imposer?

**M. AHMED :** C'est assurément le but de l'exercice. Et c'est pourquoi les rencontres régionales, par exemple, ont été organisées de manière à ce que les pays puissent faire partager leur expérience et apprennent en voyant ce qui est advenu dans les autres pays. C'est un mode d'apprentissage beaucoup plus efficace que s'il était administré par une tierce partie. C'est aussi l'objectif de la conférence internationale du début 2002.

Il convient de souligner que dans le processus du DSRP, c'est le pays qui tient le rôle principal. Et c'est au pays qu'il appartient de faire en sorte que ce processus aboutisse. Notre rôle est de faciliter l'échange d'informations. Nous devons veiller à ce que nos procédures, nos politiques et la manière dont nous travaillons avec les pays facilitent le processus du DSRP et son déploiement au plan national. ■

**Publications récentes**

**World Economic and Financial Surveys**

(Études économiques et financières)

*International Capital Markets, August 2001*, by a staff team led by Donald J. Mathieson and Garry J. Schinasi (42 \$; enseignants des universités et étudiants : 35 \$)

**Working Papers (Documents de travail, 10 \$)**

- 01/92: *Bond Restructuring and Moral Hazard: Are Collective Action Clauses Costly?* Torbjorn I. Becker, Anthony J. Richards, and Yungyong Thacharoen
- 01/94: *The Gender Gap in Education in Eritrea in 1991-98: A Missed Opportunity?* Zuzana Brixiova, Ales Bulir, and Joshua Comenetz
- 01/96: *Districting and Government Overspending*, Reza Baqir
- 01/97: *Can Inheritances Alleviate the Fiscal Burden of an Aging Population?* Erik Lueth
- 01/98: "Big Bang" Versus Gradualism in Economic Reforms: *An Intertemporal Analysis with an Application to China*, Andrew Feltenstein and Saleh M. Nsouli
- 01/99: *Philippines: Preparations for Inflation Targeting*, Piyabha Kongsamut
- 01/100: *The Two Monetary Approaches to the Balance of Payments: Keynesian and Johnsonian*, Jacques J. Polak
- 01/101: *The IMF and the Ruble Area, 1991-93*, John Odling-Smee and Gonzalo C. Pastor
- 01/102: *Monetary Policy Under EMU: Differences in the Transition Mechanism?* Benedict J. Clements, Zenon G. Kontolemis, and Joaquim V. Levy
- 01/103: *Financial Repression and Exchange Rate Management in Developing Countries: Theory and Empirical Evidence for India*, Kenneth Kletzer and Renu Kohli
- 01/104: *Reserve Pooling in the Eastern Caribbean Currency Union and the CFA Franc Zone: A Comparative Analysis*, Oral Williams, Tracy Polius, and Selvon Hazel

01/105: *A Statistical Analysis of Banking Performance in the Caribbean Currency Union in the 1990s*, V.H. Juan-Ramon, Ruby E. Randall, and Oral Williams

01/106: *The Impact of Public Education Expenditure on Human Capital, Growth, and Poverty in Tanzania and Zambia: A General Equilibrium Approach*, Hong-Sang Jung and Erik Thorbecke

01/107: *Long-Term Capital Movements*, Philip Lane and Gian M. Milesi-Ferretti

01/108: *Transitional Growth with Increasing Inequality and Financial Deepening*, Kenichi Ueda

01/110: *Injury Investigations in Anti-Dumping and the Super-Additivity Effect: A Theoretical Explanation*, Poonam Gupta and Arvind Panagariya

01/112: *Economic Growth and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa*, Gary G. Moser

**IMF Staff Country Reports (Rapports sur les pays, 15 \$)**

- 01/152: Belize: 2001 Article IV Consultation
- 01/153: The Bahamas: Statistical Appendix
- 01/154: The Bahamas: 2001 Article IV Consultation
- 01/155: Thailand: Statistical Appendix
- 01/156: Japan: Report on the Observance of Standards and Codes
- 01/157: Canada: Selected Issues

**Autres publications**

- Promoting Growth in Sub-Saharan Africa: Learning What Works*, Economic Issues No. 23, Anupam Basu, Evangelos Calamitsis, and Dhaneshwar Ghura (gratuit)
- Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions, 2001* (95 \$)
- Macroeconomic Policy and Poverty Reduction*, Brian W. Ames, Ward Brown, Shanta Devarajan, and Alejandro Izquierdo (gratuit)
- IMF Research Bulletin*, September 2001



Vous pouvez vous procurer ces publications en vous adressant à : IMF Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org. Vous trouverez sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org) des informations en anglais concernant le FMI. Le site [www.imf.org/external/fre/index.htm](http://www.imf.org/external/fre/index.htm) propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

## La mondialisation stimule la croissance et accroît le revenu des pauvres

**A**vec son collaborateur Aart Kraay (actuellement détaché de la Banque mondiale pour enseigner au MIT) David Dollar a rédigé plusieurs articles sur la mondialisation et la réduction de la pauvreté. Prakash Loungani s'entretient avec David Dollar, qui fait partie du Groupe de recherches sur le développement de la Banque mondiale, à propos des conclusions de leurs travaux. Les deux articles mentionnés ci-après peuvent être consultés sur le site de la Banque mondiale : [www.worldbank.org/research/growth](http://www.worldbank.org/research/growth).

**M. LOUNGANI :** «Les riches deviennent plus riches et les pauvres, plus pauvres.» Est-ce vrai?

**M. DOLLAR :** C'est faux. Des membres du mouvement antimondialisation tiennent ce genre de propos, qui contredisent les faits. Depuis 1980, l'inégalité a cessé d'augmenter dans le monde et elle a probablement commencé à diminuer. Surtout, le nombre de personnes extrême-

ment pauvres (ceux qui disposent de moins d'un dollar par jour) a baissé d'environ 200 millions; c'est surtout dû à l'accélération de la croissance en Chine et en Inde. Et même si l'on écarte ces deux cas, il y a d'autres pays à faible revenu, comme le Bangladesh, l'Ouganda et le Vietnam, qui affichent de bons résultats. En fait, la tendance de longue période, observée depuis 1820, à l'augmentation du nombre de pauvres dans le monde, a commencé à s'inverser vers 1980.

**M. LOUNGANI :** Si les faits sont si clairs, pourquoi tant de confusion ?

**M. DOLLAR :** C'est parce que l'on parle parfois de l'inégalité à l'intérieur d'un même pays, qui s'est amplifiée dans certains cas. Les États-Unis en sont un exemple important auquel nombre d'activistes, qui habitent dans ce pays, sont sensibles. Parmi les pays en développement, la Chine a enregistré une augmentation de l'inégalité entre les zones rurales et les centres urbains en expansion. Mais, en général, l'inégalité n'augmente pas dans les pays — il y a autant de contre-exemples.

**M. LOUNGANI :** Considérons cet autre slogan : «une marée montante qui noie les pauvres». Beaucoup

d'activistes estiment que la croissance profite aux riches de façon disproportionnée.

**M. DOLLAR :** L'article que j'ai publié l'an dernier avec Aart Kraay s'intitulait «La croissance est une bonne chose pour les pauvres». À partir des données de 137 pays, nous avons examiné les conséquences de la croissance pour la part du revenu destinée aux 20 % les plus pauvres. Rien n'indique qu'ils sont laissés-pour-compte : leur revenu augmente généralement proportionnellement à la croissance moyenne de l'économie. Vous pouvez bien sûr estimer que cela ne suffit pas, que la croissance devrait aider davantage les pauvres que les riches. C'est aussi mon avis. Mais il faut abandonner l'idée suivant laquelle la croissance ou la mondialisation a systématiquement tendance à pénaliser les pauvres. Sans la croissance, il est impossible de faire reculer davantage la pauvreté dans les pays à faible revenu.

**M. LOUNGANI :** Vous venez de publier, avec Aart Kraay, une nouvelle étude sur la mondialisation et la croissance.

**M. DOLLAR :** Effectivement, dans cette étude intitulée «Commerce international, croissance et pauvreté», nous comparons l'expérience d'un groupe de pays participant à la mondialisation et celle d'autres pays en développement. Les pays qui participent à la mondialisation, comme la Chine, l'Inde, le Mexique ou le Brésil, ont enregistré une forte augmentation du commerce extérieur par rapport au PIB ces vingt dernières années — en d'autres termes, ils sont devenus plus intégrés à l'économie mondiale en important et en exportant davantage. Alors qu'en vingt ans, le rapport du commerce extérieur au PIB a doublé dans ces pays, il a en fait diminué dans les autres pays en développement.

Ces dix dernières années, le revenu a augmenté de 5 % par an dans les pays en développement qui participent à la mondialisation, contre 2 % dans les pays riches et 1 % dans les autres pays en développement. La mondialisation semble donc, effectivement, être une bonne chose pour la croissance. Qui plus est, la mondialisation n'augmente pas l'écart entre les pays en développement qui y participent et les pays riches; cet écart diminue au contraire. Par contre, l'écart se creuse entre les pays en développement qui acceptent la mondialisation et les autres.

**Photographies :** Henry Ray (AFP), page 293; Denio Zara, Padraic Hughes, Pedro Márquez et Michael Spilotro (FMI), pages 293–295, 298, 300 et 301; Darren Whiteside (Reuters), page 308.



*M. Dollar : «Il faut abandonner l'idée suivant laquelle la mondialisation a systématiquement tendance à pénaliser les pauvres. Sans la croissance, il est impossible de faire reculer davantage la pauvreté dans les pays à faible revenu.»*

**M. LOUNGANI : Comment savons-nous que c'est l'ouverture au commerce extérieur qui stimule la croissance?**

M. DOLLAR : Effectivement, ce n'est pas seulement l'ouverture au commerce extérieur qui a produit une plus forte croissance dans les pays qui participent à la mondialisation. Ces pays ont engagé d'autres réformes de leur économie et celles-ci importent aussi. Mais nous avons établi que le commerce extérieur favorise la croissance même si l'on fait abstraction des effets de ces autres facteurs. J'ajouterai que les techniques économétriques que nous avons utilisées permettent aussi d'écarter la possibilité qu'une plus forte croissance entraîne une intensification des échanges, et non le contraire. Mais je vous accorde qu'il est difficile de se prononcer sur la seule base d'une analyse de régression. C'est pourquoi j'attache beaucoup d'importance aux études de cas pour compléter l'analyse statistique.

**M. LOUNGANI : À quel pays pensez-vous par exemple?**

M. DOLLAR : Bien que la Chine et l'Inde affichent les réussites les plus visibles, je choisirai le Vietnam. J'ai travaillé sur ce cas pendant six ans en tant qu'économiste-pays (avant de travailler au Département de la recherche de la Banque); j'ai donc à cœur de vérifier régulièrement si les réformes produisent leurs effets dans ce pays. Le Vietnam a engagé beaucoup de réformes — et nombre d'entre elles dans d'autres secteurs que celui du commerce extérieur — et on ne peut donc imputer tous les progrès à l'intégration commerciale. Mais on observe des exemples concrets de la contribution du commerce extérieur. Considérons un groupe parmi les plus pauvres : les petits cultivateurs de riz. Grâce à l'accès aux marchés mondiaux, ils vendent à présent leur riz plus cher et achètent moins cher les engrais, qui sont le principal intrant.

Considérons aussi l'industrie de la chaussure. Les salaires de nombreux travailleurs sont passés, dans cette branche, de 9 à 50 dollars par mois en dix ans. On peut toujours entendre dire que cela constitue un cas tragique de bas salaires et d'exploitation, mais ce n'est probablement pas ainsi que les travailleurs vietnamiens apprécient un quintuplement des salaires assorti d'une forte augmentation du nombre d'emplois.

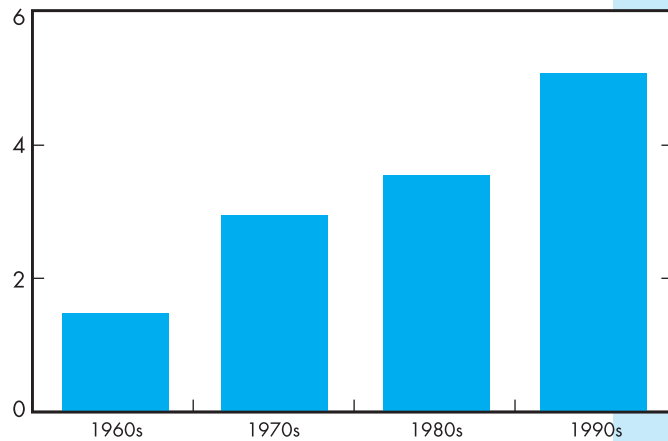
Il y a eu une augmentation généralisée des fortunes. Nous en sommes certains dans le cas du Vietnam parce que le gouvernement a réalisé une enquête auprès de 5.000 ménages au début du processus de réforme, en 1992–93, puis une autre, auprès des mêmes ménages, six ans plus tard. Et si s'agissait d'une enquête représentative — ses résultats sont applicables à l'ensemble de la population vietnamienne. Nous constatons que le niveau de la pauvreté absolue a été réduit d'un tiers en six ans seulement. Même la situation des 5 % de ménages les plus pauvres s'est améliorée dans pratiquement tous les cas entre le lancement des réformes et 1998.

**M. LOUNGANI : Y a-t-il des cas d'échec ?**

M. DOLLAR : Il y a effectivement des pays dont la situation ne s'est guère améliorée après une réduction des droits de douane; mais, dans leur cas, la réduction des droits ne s'est pas traduite par un accroissement du volume des échanges. Le Kenya, par exemple, a réduit les droits de douane, mais, à cause de la corruption, d'une administration des douanes déficiente et d'installations

**La croissance s'accélère pour les participants à la mondialisation**

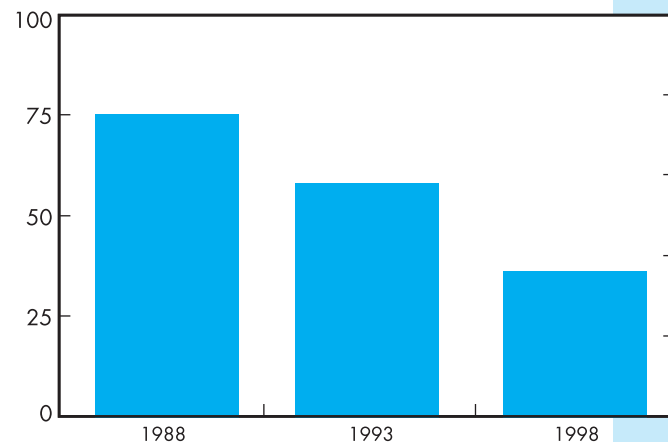
Taux de croissance du PIB par habitant, en pourcentage



Source : David Dollar et Aart Kraay, 2001, *Trade, Growth and Poverty*.

**Au Vietnam, l'ouverture économique fait reculer la pauvreté**

Pourcentage de pauvres dans la population



Source : Banque mondiale, 1999, *Vietnam: Attacking Poverty*.

portuaires peu efficaces, le commerce extérieur n'a pas augmenté par rapport au PIB. On peut aussi répondre différemment à votre question; aucun pays n'a amélioré ses résultats dans la période de l'après-guerre en choisissant l'isolement.

**M. LOUNGANI : Mais l'idée suivant laquelle l'intégration dans l'économie mondiale est une bonne chose pour la croissance et pour les pauvres ne semble pas faire beaucoup d'adeptes.**



M. Dollar : «Aucun pays n'a amélioré ses résultats dans la période de l'après-guerre en choisissant l'isolement.»

M. DOLLAR : De nombreuses personnes, considérant la situation de ces pays, déclarent que la mondialisation ne leur a pas profité. Je répondrais que c'est précisément parce qu'ils ne se sont pas vraiment intégrés à l'économie mondiale!

Et même dans les pays qui participent à la mondialisation, il faut comprendre que celle-ci profite à certains et qu'elle défavorise d'autres. Or, beaucoup de gens s'imaginent qu'elle défavorise automatiquement et surtout les pauvres, alors que nos travaux démontrent que cela n'est pas le cas.

Dans nombre de pays en développement, les résistances à la mondialisation viennent de travailleurs du secteur formel qui, effectivement, sont souvent menacés. Ces travailleurs ne sont pas les pauvres dans les pays en développement. Il n'en importe pas moins de compléter la libéralisation commerciale par des politiques de protection sociale bien conçues pour

faire en sorte que davantage de personnes voient leur situation s'améliorer.

**M. LOUNGANI : Quelles conclusions pratiques se dégagent de vos travaux ?**

M. DOLLAR : Il est évident qu'un pays en développement aura des difficultés extrêmes à faire reculer la pauvreté s'il s'isole de l'économie mondiale; la mondialisation, malgré tous les risques et les problèmes qu'elle comporte, a été un facteur de réduction de la pauvreté. Il est donc souhaitable de réduire les obstacles au commerce — aussi bien ceux que les pays riches érigent contre les pays pauvres que ceux qui restreignent les échanges entre pays en développement. Il faut savoir que 70 % des droits de douane imposés aux pays en développement sont perçus par d'autres pays en développement. Ces pays ont donc sans doute beaucoup à gagner d'une intégration mutuelle. Cependant, avec la réduction des obstacles au commerce, il est indispensable d'avoir un dispositif de protection sociale en place pour aider ceux qui risquent d'en faire les frais à court terme.

**M. LOUNGANI : Avez-vous d'autres recommandations à adresser aux autorités?**

M. DOLLAR : Les autres recommandations découlent de notre programme de recherche plus général sur la mondialisation. Par exemple, nous aidons les pays à recueillir de façon plus systématique des données auprès des entreprises privées, de manière à pouvoir évaluer et améliorer le climat de l'investissement. En Inde, nous avons collaboré à la réalisation d'une enquête auprès de 1.200 entreprises dans dix États. Il est intéressant de constater que les conditions de l'investissement diffèrent beaucoup d'un État à l'autre avec des conséquences directes pour la croissance et la

lutte contre la pauvreté. Il importe donc de compléter une politique d'ouverture commerciale par la mise en place d'institutions solides et de politiques appropriées au niveau local.

Les migrations constituent un autre axe de nos recherches. Les flux migratoires sont l'élément manquant de la mondialisation. Les résistances politiques dans les pays riches sont le principal obstacle à leur intensification. Mais avec le vieillissement de leur population active, nombre de pays riches seront probablement plus enclins à accueillir de jeunes travailleurs étrangers. Tant les pays pauvres que les pays riches auraient tout à gagner d'une politique de l'immigration plus libérale dans les pays de l'OCDE.

**M. LOUNGANI : Quel rôle la Banque mondiale et le FMI pourraient-ils jouer pour promouvoir ce projet visant une plus grande intégration?**

M. DOLLAR : De plus en plus, la Banque mondiale et le FMI ont pour interlocuteurs des régimes démocratiques dans les pays en développement, et c'est à eux de promouvoir ce projet s'ils en acceptent les éléments. Et nombre d'entre eux le font. En Inde, les gouvernements ont choisi les uns après les autres l'intégration, non pas sous la pression de la Banque mondiale ou du FMI, mais parce qu'ils ont estimé que, globalement, l'intégration est une meilleure solution pour le pays. Le Président du Mexique, Vicente Fox, récemment en visite à Washington, y a vanté les mérites de la mondialisation. Nous ne devons pas nous abstenir d'annoncer quels sont les avantages et les inconvénients que comportent, à nos yeux, les différentes politiques possibles. Mais nous ne devrions pas avoir la présomption d'imposer tel ou tel programme. C'est aux pays en développement de décider dans quelle mesure ils souhaitent s'intégrer à l'économie mondiale. ■

Pour de plus amples informations, voir le numéro de septembre de *Finances & Développement* et l'article de David Dollar et d'Aart Kraay, intitulé «Échange, croissance et pauvreté».

**Principaux taux du FMI**

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
10 septembre	3,30	3,30	3,88
17 septembre	2,92	2,92	3,43

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des cinq pays dont les monnaies composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : [www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2001](http://www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2001).

Des informations générales sur les finances du FMI, y compris ces taux, sont disponibles à : [www.imf.org/external/fin.htm](http://www.imf.org/external/fin.htm).

Source : FMI, Département de la trésorerie.



Discours d'adieu de Stanley Fischer au Conseil d'administration . . .

## Permanence des missions du FMI au travers des changements

**L**e 30 août, Stanley Fischer s'est adressé au Conseil d'administration du FMI pour sa dernière réunion en tant que Premier Directeur général adjoint du FMI. Le 29 août, Horst Köhler, Directeur général et Eva, son épouse, avaient organisé un dîner d'adieu en l'honneur de M. Fischer et de son épouse, Rhoda, auquel ont assisté des collègues et amis de longue date, tant du FMI que de l'extérieur. Le texte intégral du discours d'adieu au Conseil d'administration, dont vous trouverez des extraits ci-dessous, et du discours prononcé lors du dîner est disponible (en anglais) sur le site Web du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).

### Les changements

Pendant toute son histoire, le FMI s'est adapté rapidement à l'évolution de l'économie et de la finance. Nos détracteurs parlent d'une «dérive de notre mission»; il faudrait plutôt parler de flexibilité, car nous ne pouvons espérer atteindre les objectifs énoncés par nos fondateurs dans les Statuts, à savoir promouvoir les bons résultats économiques, aider les pays membres en difficulté et fournir une tribune pour la coopération internationale, si nous n'évoluons pas.

- *Transparence.* Je considère la révolution de la transparence comme l'un des deux changements les plus importants de ces sept dernières années. Ce n'est pas simplement un changement bureaucratique, mais bien aussi un changement de culture. Il entraîne certains coûts, mais il s'agit incontestablement d'un développement positif.

- *Pays membres les plus pauvres.* Avant même de savoir que je travaillerais au FMI, j'ai écrit un article sur le 50<sup>e</sup> anniversaire du FMI (et de la Banque mondiale). J'y critiquais la rhétorique du FMI en matière de pauvreté, suggérant pratiquement que le FMI ne devrait pas se préoccuper de la pauvreté. Mais la question n'est pas de savoir s'il doit s'intéresser à la pauvreté, mais bien s'il doit continuer de coopérer, et de mieux coopérer, avec ses pays membres les plus pauvres. La réponse est oui : en tant qu'institution universelle, nous nous devons de rester impliqués dans tous les pays membres.

- *Pays en transition.* Les résultats des pays en transition ne sont pas conformes aux espérances du début des années 90, mais des progrès majeurs ont été accomplis, notamment dans les pays d'Europe de l'Est les plus performants et les États baltes. La Russie s'est maintenant bien engagée sur la voie d'une économie de marché, exécutant les politiques que le FMI et nombre d'autres organisations recommandent depuis longtemps. Notre rôle fut important, notamment en défendant les politiques que nous avons toujours prônées et en renforçant les institutions. Nous pouvons être satisfaits de ce qui a été réalisé.



*Les adieux de Stanley Fischer au Conseil d'administration : il est entouré d'Anne Krueger, qui lui succède au poste de Premier Directeur général adjoint, et de Horst Köhler, Directeur général.*

### Les points forts

- *Objectifs du FMI.* Les politiques que nous encourageons sont essentiellement ce qui est appelé le «consensus de Washington». Mais comme le mot «mondialisation», le terme «consensus de Washington» est devenu un slogan, plutôt que l'objet d'une analyse sérieuse. Ne nous attachons pas aux mots — cela ne vaut pas la peine — mais bien plutôt aux politiques que nous encourageons : une monnaie solide, une politique budgétaire prudente, des secteurs financiers solides et des marchés ouverts.

- *Conseil d'administration du FMI.* Le FMI tire une bonne partie de son autorité et de sa légitimité du fait qu'il est une institution quasi universelle. Avec la disparition du colonialisme et du communisme, le nombre de pays membres est passé de 29 au départ à 183 aujourd'hui. Le fait que 183 pays puissent être effectivement représentés autour de cette table fait honneur au fonctionnement de cette organisation. Son succès s'explique par la pondération des votes et le système des groupes de pays, qui permet à 24 administrateurs de représenter 183 pays membres, mais aussi par le fait que le Conseil préfère prendre ses décisions par consensus autant que possible.

- *Personnel du FMI.* Je ne peux dire trop de bien des vertus des services du FMI : loyauté, compétence et capacité de travail. Même au plus profond des crises financières, ils ont gardé leur sang-froid et ont effectué un travail héroïque pour nos pays membres. La direction a le luxe d'être en mesure de se défendre lorsqu'elle est critiquée à tort, au contraire de la plupart des membres de nos services. Il est donc d'autant plus important que nous — la direction, le Conseil et les autorités que vous représentez — fassions à notre tour preuve de loyauté envers eux et les défendions en de telles occasions.

### Les enjeux

Premièrement, il faut *réduire la volatilité des flux de capitaux internationaux*. Nous devons améliorer le

fonctionnement des marchés. Nous devons faire de notre mieux pour éviter les crises et réduire au minimum leur coût, notamment en impliquant davantage le secteur privé.

Deuxièmement, il faut *rationaliser la conditionnalité* et la combiner à une *meilleure prise en charge* des programmes par les pays. Nous avons accompli des progrès importants dans ce domaine au cours de l'année écoulée.

Troisièmement, il faut *faire face à la réaction violente contre la mondialisation*. Nous devons nous attaquer très sérieusement à cette question, en nous demandant quelles politiques favoriseraient une croissance équitable, quels problèmes pourraient se poser et comment y faire face. Nous devons aussi être conscients que ce débat se déroule dans les médias et formuler des arguments simples qui convaincront l'opinion publique. ■

**Les pays membres «achètent» la monnaie d'autres membres, ou des DTS, à l'aide d'un montant équivalent de leur propre monnaie.**

### Accords du FMI au 31 août

Pays membre	Date de l'accord	Date d'expiration	Total approuvé	Solde non tiré
(Millions de DTS)				
<b>Accords de confirmation</b>				
Argentine <sup>1</sup>	10 mars 2000	9 mars 2003	10.585,50	5.774,97
Bésil <sup>1</sup>	2 déc. 1998	1 <sup>er</sup> déc. 2001	13.024,80	3.554,05
Croatie	19 mars 2001	18 mai 2002	200,00	200,00
Équateur	19 avr. 2000	31 déc. 2001	226,73	75,58
Gabon	23 oct. 2000	22 avr. 2002	92,58	79,36
Lettonie	20 avr. 2001	19 déc. 2002	33,00	33,00
Lituanie	30 août 2001	29 mars 2003	86,52	86,52
Nigéria	4 août 2000	31 oct. 2001	788,94	788,94
Pakistan	29 nov. 2000	30 sept. 2001	465,00	105,00
Panama	30 juin 2000	29 mars 2002	64,00	64,00
Papouasie-Nouvelle-Guinée	29 mars 2000	28 sept. 2001	85,54	18,89
Pérou	12 mars 2001	11 mars 2002	128,00	128,00
Serbie/Monténégro	11 juin 2001	31 mars 2002	200,00	150,00
Sri Lanka	20 avr. 2001	19 juin 2002	200,00	96,65
Turquie <sup>1</sup>	22 déc. 1999	21 déc. 2002	15.038,40	5.702,36
Uruguay	31 mai 2000	31 mars 2002	150,00	150,00
<b>Total</b>			<b>41.369,01</b>	<b>17.007,32</b>
<b>Accords élargis de crédit</b>				
Bulgarie	25 sept. 1998	24 sept. 2001	627,62	0,00
Colombie	20 déc. 1999	19 déc. 2002	1.957,00	1.957,00
Indonésie	4 févr. 2000	31 déc. 2002	3.638,00	2.786,85
Jordanie	15 avr. 1999	14 avr. 2002	127,88	91,34
Kazakhstan	13 déc. 1999	12 déc. 2002	329,10	329,10
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	29 nov. 2000	28 nov. 2003	24,12	22,97
Ukraine	4 sept. 1998	15 août 2002	1.919,95	1.017,73
Yémen	29 oct. 1997	28 oct. 2001	72,90	26,40
<b>Total</b>			<b>8.696,57</b>	<b>6.231,39</b>
<b>Accords FRPC</b>				
Arménie	23 mai 2001	22 mai 2004	69,00	59,00
Azerbaïdjan	6 juil. 2001	5 juil. 2004	80,45	72,40
Bénin	17 juil. 2000	16 juil. 2003	27,00	16,16
Bolivie	18 sept. 1998	7 juin 2002	100,96	37,10
Burkina Faso	10 sept. 1999	9 sept. 2002	39,12	16,76
Cambodge	22 oct. 1999	21 oct. 2002	58,50	25,07
Cameroun	21 déc. 2000	20 déc. 2003	111,42	79,58
Djibouti	18 oct. 1999	17 oct. 2002	19,08	13,63
Éthiopie	22 mars 2001	21 mars 2004	86,90	52,14
Gambie	29 juin 1998	31 déc. 2001	20,61	3,44
Géorgie	12 janv. 2001	11 janv. 2004	108,00	90,00
Ghana	3 mai 1999	2 mai 2002	228,80	105,17
Guinée	2 mai 2001	1 <sup>er</sup> mai 2004	64,26	51,41
Guinée-Bissau	15 déc. 2000	14 déc. 2003	14,20	9,12
Honduras	26 mars 1999	25 mars 2002	156,75	64,60
Kenya	4 août 2000	3 août 2003	190,00	156,40
Lesotho	9 mars 2001	8 mars 2004	24,50	17,50
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	29 nov. 2000	17 déc. 2003	10,34	8,61
Madagascar	1 <sup>er</sup> mars 2001	1 <sup>er</sup> mars 2004	79,43	68,08
Malawi	21 déc. 2000	20 déc. 2003	45,11	38,67
Mali	6 août 1999	5 août 2002	46,65	21,74
Mauritanie	21 juil. 1999	20 juil. 2002	42,49	18,21
Moldova	15 déc. 2000	20 déc. 2003	110,88	92,40
Mozambique	28 juin 1999	27 juin 2002	87,20	33,60
Nicaragua	18 mars 1998	17 mars 2002	148,96	33,64
Niger	14 déc. 2000	21 déc. 2003	59,20	42,28
République Centrafricaine	20 juil. 1998	19 janv. 2002	49,44	24,96
République dém. pop. lao	25 avr. 2001	24 avr. 2004	31,70	27,17
Rwanda	24 juin 1998	31 janv. 2002	71,40	19,04
São Tomé-et-Príncipe	28 avr. 2000	28 avr. 2003	6,66	4,76
Sénégal	20 avr. 1998	19 avr. 2002	107,01	28,54
Tadjikistan	24 juin 1998	24 déc. 2001	100,30	22,02
Tanzanie	31 mars 2000	3 avr. 2003	135,00	75,00
Tchad	7 janv. 2000	6 janv. 2003	42,00	20,80
Vietnam	13 avr. 2001	12 avr. 2004	290,00	248,60
Yémen	29 oct. 1997	28 oct. 2001	264,75	94,75
Zambie	25 mars 1999	28 mars 2003	254,45	199,51
<b>Total</b>			<b>3.382,52</b>	<b>1.991,86</b>
<b>Total général</b>			<b>53.448,10</b>	<b>25.230,57</b>

<sup>1</sup>Y compris les montants au titre de la facilité de réserve supplémentaire.

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : FMI, Département de la trésorerie.

## L'Estonie, une économie de marché prête à rejoindre l'Union européenne

En 1991, après cinquante ans de domination soviétique, l'Estonie est redevenue indépendante. Elle a hérité d'une économie planifiée inefficace et de larges déséquilibres macroéconomiques latents. Par ailleurs, les relations commerciales historiques avec les pays scandinaves, entre autres, qui remontaient à la Ligue hanséatique et qui avaient survécu à la domination suédoise et russe, avaient été rompues pendant l'occupation soviétique. Les problèmes associés à la transition vers une économie de marché et à la réintégration dans l'économie mondiale semblaient gigantesques.

Dix ans après son indépendance, l'Estonie est devenue une économie de marché qui fonctionne bien et l'un des premiers candidats à l'adhésion à l'Union européenne (UE). Le succès de sa transition repose sur la privatisation rapide des entreprises publiques en faisant appel à des investisseurs étrangers stratégiques, un régime de libre-échange, la mise en place rapide d'un cadre juridique pour l'activité privée, la convertibilité totale aux fins des transactions courantes et des mouvements de capitaux et une politique économique transparente, y compris la caisse d'émission. Ces réformes ont été facilitées par le départ de la majeure partie de l'ancienne élite politique et économique et appuyées par la forte volonté de la population — exprimée grâce au processus démocratique récemment mis en place — de libérer l'économie de l'héritage de la planification soviétique. La bonne exécution des programmes appuyés par le FMI (voir ci-dessous) et la perspective de l'adhésion à l'UE ont aussi servi de catalyseur social et politique en faveur de la réforme, tout comme l'assistance financière et technique des pays voisins. Des avantages géographiques, par exemple des ports en eau libre et la proximité d'Helsinki, ont aussi joué un rôle important. Après dix ans de transition, il subsiste des problèmes, mais les perspectives de l'économie estonienne à moyen terme semblent prometteuses.

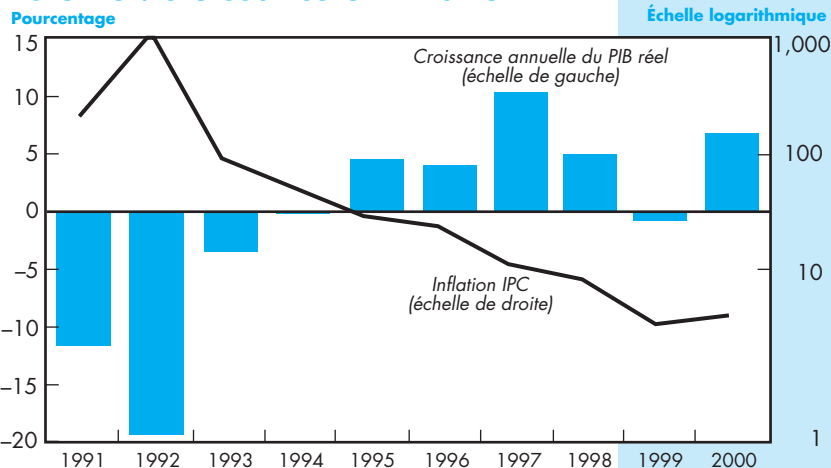
### Dix ans de transition

Après l'indépendance, le principal objectif de la réforme était de réduire le rôle de l'État tout en mettant en place les mécanismes qui permettraient aux pays d'opérer comme une économie de marché. Le cadre juridique de l'activité privée, notamment une loi efficace sur la faillite, a été promulgué en septembre 1992. La privatisation de petites entreprises, essentiellement des magasins et restaurants, avait déjà commencé en mars 1991 et était terminée en grande partie fin 1992. En juin 1993, l'agence estonienne de privatisation fut créée pour superviser la privatisation des entreprises publiques. Cette agence a adopté la stratégie de la Treuhand dans l'ex-Allemagne de l'Est : les grandes entreprises publiques, pour la plupart dans leur totalité, ont été

vendues à des investisseurs étrangers stratégiques désireux d'apporter des capitaux et du savoir-faire pour moderniser le processus de production. Combinée à l'émigration de la majeure partie de l'ancienne élite politique et économique, cette stratégie a permis d'éviter les problèmes de gestion publique et la mainmise des intérêts privés sur l'État qui a entravé les programmes de privatisation dans d'autres pays. Fin 1994, l'agence avait privatisé plus de 50 % de toutes les grandes entreprises publiques, et la part du secteur privé dans le PIB commençait à dépasser celle du secteur public. L'agence de privatisation a terminé son travail cette année, seule une partie du secteur de l'électricité restant à privatiser.

Le deuxième objectif de la réforme était de mettre en place des conditions propices au commerce et aux investissements extérieurs. La convertibilité totale aux fins des transactions courantes et des mouvements de

### Estonie : croissance et inflation



Note : Les statistiques officielles surestiment probablement la chute de la production les premières années (1991-93), car, au début de la transition, la production était mesurée en prix gonflés. Voir Anders Aslund, *The Myth of Output Collapse After Communism*, Carnegie Endowment Working Paper 18, 2001.

Source : autorités estoniennes.

capitaux fut établie en juin 1992. Presque toutes les restrictions commerciales héritées de l'ex-URSS ont été démantelées au même moment. Si des droits de douane sur certains produits agricoles ont été adoptés en 2000 en vue de l'adhésion à l'UE, le régime de commerce de l'Estonie reste l'un des plus libéraux du monde.

Dès le départ, une grande priorité de la réforme était la stabilité macroéconomique. La plupart des prix avaient déjà été libérés fin 1991, mais l'inflation est devenue endémique dans l'ensemble de la zone rouble. En Estonie, elle a atteint un record de 80 % par mois début 1992, tandis que l'activité se contractait nettement (selon les statistiques officielles, la production a chuté de 19 % en 1992, mais cette baisse est probablement

surestimée, étant donné la surévaluation de la production pendant la période soviétique). Une réforme macroéconomique radicale était nécessaire et l'opinion publique la soutenait vivement.

Le 20 juin 1992, le gouvernement a créé une nouvelle monnaie, la couronne estonienne, qu'il a rattachée au deutsche mark à un taux fixe de 8 couronnes pour 1 deutsche mark. Conformément au régime de caisse d'émission mis en place, la Banque d'Estonie devait détenir dans ses réserves 1 deutsche mark pour 8 couronnes en circulation ou dans les dépôts bancaires

qualité des portefeuilles de prêts se détériorait. Ces chocs soudains ont mis à rude épreuve le système bancaire estonien. Après la crise russe, l'activité a souffert aussi de la perte d'un grand marché d'exportation, d'où une brève récession en 1999. Cependant, les problèmes du système bancaire ont été vite résolus. Fin 1998, des banques suédoises ont pris des participations majoritaires dans les deux plus grandes banques estoniennes. De petites banques insolubles ont été fermées ou forcées de fusionner avec de plus grands établissements. Une banque fut prise en charge par la Banque d'Estonie, restructurée et vendue à des investisseurs étrangers en 2000. De grandes banques étrangères contrôlent aujourd'hui plus de 95 % des actifs des banques commerciales, et six banques seulement sont en activité. Selon une récente évaluation de la stabilité du système financier effectuée par le FMI et la Banque mondiale, le système bancaire est de nouveau en bonne santé et le contrôle bancaire a été renforcé substantiellement. En fait, les banques estoniennes jouent un rôle de plus en plus important dans les pays voisins et les services financiers non bancaires se développent rapidement.

En mai 1992, l'Estonie est devenue membre du FMI, partenaire important dans le processus de transition. En septembre de la même année, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un accord de confirmation d'un montant de 40 millions de dollars à l'appui de la réforme, puis en 1993 un deuxième accord d'un montant de 16 millions de dollars et une aide financière de 32 millions de dollars au titre de la facilité pour la transformation systémique (une facilité temporaire mise en place en avril 1993 pour offrir une aide financière aux pays en transition. Aucun achat ne fut possible au titre de cette facilité depuis fin décembre 1995.) Le FMI a aussi accordé une assistance technique dans plusieurs domaines, notamment la réglementation de la banque centrale et des banques commerciales, le contrôle bancaire, la politique et l'administration fiscales, ainsi que les statistiques. Quatre accords de précaution ont été conclus pendant la période avril 1995-août 2001. Si aucune ressource financière n'a été décaissée pendant cette période, les programmes appuyés par le FMI ont joué un rôle catalyseur pour dégager un consensus social et politique en faveur des réformes économiques. Plus récemment, l'objectif de l'adhésion à l'UE a commencé à jouer le même rôle.

### La transition est-elle terminée?

L'économie estonienne d'aujourd'hui ne ressemble guère à l'économie planifiée d'il y a dix ans. Entre 1995 et 2000, la croissance a atteint 5 % en moyenne et l'inflation est tombée à 4 % (voir tableau). En 2000, les exportations de biens et de services non compris le revenu des facteurs représentaient 95 % de la production, les comptes budgétaires étaient plus ou moins en équilibre et la dette publique était très faible. Selon le rapport 2000 de la BERD, l'Estonie se situe au niveau des économies avancées en matière de privatisation à petite échelle,

## Estonie : indicateurs économiques

(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	1996	1997	1998	1999	2000
PIB réel (variation en pourcentage)	4,0	10,4	5,0	-0,7	6,9
IPC (variation moyenne en pourcentage)	23,1	11,2	8,1	3,3	4,0
Taux de chômage (pourcentage)	10,0	9,7	9,9	12,3	13,7
Solde des administrations publiques	-1,5	2,2	-0,3	-4,6	-0,3
Dette publique	8,0	7,6	6,4	7,2	6,2
Exportations de biens et de services <sup>1</sup>	67,1	78,4	79,7	77,2	95,4
Importations de biens et de services <sup>1</sup>	78,6	90,0	90,1	82,1	100,4
Solde des transactions courantes	-9,2	-12,2	-9,2	-4,7	-6,4
Réserves internationales brutes (millions de deutsche mark)	995	1.363	1.364	1.667	1.942

<sup>1</sup>Non compris le revenu des facteurs.  
Source : autorités estoniennes.

chez elle. La caisse d'émission fut un succès : l'inflation est tombée de 1.069 % en 1992 à 48 % en 1994, et l'activité s'est redressée (voir graphique page 303). La Banque d'Estonie ne pouvait plus accorder de financement intérieur ni à l'État, ni aux banques commerciales, sauf dans des circonstances exceptionnelles. Avant la réforme monétaire, les pouvoirs publics ont donc dû réduire vigoureusement leur déficit budgétaire. C'est ainsi que fut établi le principe important selon lequel la politique budgétaire doit être subordonnée à la caisse d'émission, d'où une politique budgétaire très prudente ces dix dernières années.

En conséquence, l'activité du secteur privé a commencé à se développer, en particulier dans les petites et moyennes entreprises, pour devenir le moteur de la croissance pendant la seconde moitié des années 90. Libéralisé à la fin de la domination soviétique, le secteur bancaire s'est développé rapidement en 1991-92. Au moment de la réforme monétaire, 41 banques étaient actives. Une période de consolidation a suivi, du fait en partie de faillites, mais aussi d'un durcissement de la procédure d'agrément et du contrôle bancaire, qui a provoqué plusieurs fermetures et fusions. Fin 1997, il n'y avait plus que 11 banques en activité.

La solidité de l'économie estonienne fut testée par les crises asiatique en 1997 et russe en 1998. Entre 1996 et 1997, les banques estoniennes avaient élargi excessivement leurs portefeuilles, devenant ainsi de plus en plus vulnérables aux chocs extérieurs. Pendant les crises asiatique et russe, les lignes de crédit extérieur aux banques commerciales ont été brusquement retirées tandis que la

ainsi que de régime de commerce et de change, et s'en approche pour ce qui est de la privatisation à grande échelle et du système bancaire. Ses indicateurs de compétitivité et de transparence sont meilleurs que ceux de nombre d'économies avancées, et ses perspectives sont très favorables. En dépit du risque à court terme d'un ralentissement de l'économie mondiale, l'Estonie devrait être en mesure de réaliser une croissance rapide à moyen terme, sa politique économique prudente, le faible coût de sa main-d'œuvre et ses bonnes perspectives d'adhésion à l'UE attirant des entrées massives d'investissement direct étranger. Le niveau de vie devrait donc continuer de progresser substantiellement et l'écart par rapport aux revenus dans l'UE se réduire.

Cependant, des défis restent à relever. L'adhésion à l'OTAN et à l'UE exige de grosses dépenses supplémentaires, qui vont peut-être mettre à mal la politique d'équilibre budgétaire. La privatisation des générateurs d'électricité devrait être achevée cette année, mais le réseau de distribution demeure sous contrôle de l'État. Si l'agriculture est aujourd'hui totalement privatisée, la restitution des terres se prolonge. Mais, surtout, une partie de la population est à la traîne de la transition. Le chômage — concentré essentiellement dans la minorité russe qui vit dans le nord-est du pays — reste obstinément élevé en raison d'une inadaptation des

qualifications, des différences linguistiques et d'une mobilité géographique limitée. Globalement, on peut considérer que la transition est terminée pour ce qui est de la mise en place d'une économie de marché qui fonctionne. Cependant, l'héritage du passé subsiste, en particulier dans le marché du travail, où seule une plus longue période de croissance soutenue intégrera tous les membres de la société dans la nouvelle économie de marché.

L'Estonie disposait de gros avantages historiques et géographiques, mais elle doit son succès tout autant à ses réformes radicales et à sa politique budgétaire rigoureuse, qui ont été transparentes et appuyées vivement par la population. En faisant appel à des investisseurs étrangers stratégiques, la privatisation a apporté du savoir-faire, du personnel d'encadrement et un bon gouvernement d'entreprise. L'élimination rapide des restrictions aux transactions courantes, aux mouvements de capitaux et aux échanges a permis de mettre en place un cadre propice au commerce et à l'investissement extérieurs. La caisse d'émission a fourni un cadre d'action stable. Toutes ces réformes ont créé un cadre transparent qui a permis à une économie de marché dynamique de prospérer. ■

Joannes Mongardini  
FMI, Département Europe II

## En anglais sur le site Web ([www.imf.org](http://www.imf.org))

### Communiqués de presse

- 01/35 : L'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI se déroulera les 29 et 30 septembre, 14 août
- 01/36 : Le FMI approuve un accord de confirmation de 111 millions de dollars en faveur de la Lituanie, 30 août
- 01/37 : Le FMI augmente le crédit de l'Argentine à 21,57 milliards de dollars et achève la quatrième revue, 7 septembre (voir page 308)

### Notes d'information

- 01/83 : Le FMI approuve un décaissement de 39 millions de dollars en faveur de la Jordanie, 29 août
- 01/84 : Le Conseil d'administration adopte une résolution d'appréciation de Stanley Fischer, 30 août
- 01/85 : Le FMI va coordonner le nouveau centre régional d'assistance technique pour les Caraïbes, 31 août
- 01/86 : Le FMI sollicite des commentaires sur la rationalisation de la conditionnalité, 4 septembre (voir page 300)
- 01/87 : Le FMI achève la troisième revue du programme de l'Indonésie et approuve un décaissement de 395 millions de dollars, 10 septembre
- 01/88 : Déclaration sur la tragédie aux États-Unis, 12 septembre
- 01/89 : La Banque mondiale et le FMI ne tiendront pas leur Assemblée annuelle, 17 septembre

### Notes d'information au public

- 01/92 : Le FMI achève les entretiens sur le renforcement de sa collaboration avec la Banque mondiale en ce qui concerne les programmes et la conditionnalité, 4 septembre
- 01/93 : Le FMI achève les consultations de 2001 au titre de l'article IV avec Aruba (plus rapport des services du FMI), 7 septembre

### Discours

- Horst Köhler, dîner en l'honneur de Stanley Fischer, 30 août
- Stanley Fischer, dîner d'adieu, 30 août
- Stanley Fischer, discours d'adieu au Conseil d'administration, 7 septembre

### Transcriptions

- Conférences de presse de Thomas Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 30 août et 7 septembre

### Lettres d'intention et mémorandums de politiques économique et financière\*

- Jordanie, 29 août
- Lituanie, 31 août
- Côte d'Ivoire, 5 septembre
- Indonésie, 10 septembre

### Fiches techniques

- Évaluation des effets sociaux des politiques économiques (mise à jour), 28 août
- Surveillance du FMI (mise à jour), 28 août
- L'or au FMI (mise à jour), 29 août
- Les quotes-parts au FMI et leurs révisions, 29 août
- Accords généraux d'emprunt et nouveaux accords d'emprunt (mise à jour), 29 août
- Allègement de dette en faveur des pays pauvres (PPTE) : les résultats sont-ils probants?, 4 septembre
- Allègement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, 4 septembre
- Droits de tirage spéciaux, 4 septembre
- Transparence des finances publiques, 5 septembre
- Rapport sur l'observation des normes et des codes\***
- Cameroun — Module de données, 24 août

\*Date de l'affichage.

# Le Cambodge cherche à assurer un développement durable et à faire reculer la pauvreté

Depuis fin 1998, lorsque la paix a été conclue et un gouvernement de coalition formé, le Cambodge a engagé des réformes fondamentales. Des progrès notables ont été accomplis depuis le lancement du programme de réforme appuyé par le FMI, mais la situation économique reste vulnérable. Il reste beaucoup à faire pour reconstruire une société et une économie bouleversées par près de trente années de conflits civils. Pour assurer un développement durable et faire reculer la pauvreté endémique, il sera essentiel de continuer d'exécuter les principales réformes structurelles. Par ailleurs, la démocratie naissante sera mise à l'épreuve lors des prochaines élections communales et générales prévues, respectivement, début 2002 et 2003.

## Contexte

Au début des années 90, le Cambodge a cherché à rebâtir son économie en s'appuyant sur un accord de paix des Nations Unies et une aide internationale massive. Du fait de l'instabilité macroéconomique de la fin des années 80 et des entrées massives d'aide extérieure, l'économie est devenue presque totale-

ment dollarisée. Mais après une période initiale de croissance, les conflits civils et l'instabilité politique ont interrompu les réformes. Les efforts de reconstruction n'ont repris qu'à la fin des années 90, lorsque le pays s'est unifié sous une administration unique. En rupture avec le passé, le gouvernement de coalition formé en 1998 s'est engagé à accroître la trans-

parence dans un cadre politique et économique ouvert. C'est ainsi que des mesures importantes ont pu être engagées, notamment dans la mobilisation des recettes, l'amélioration de la gestion forestière et la réforme bancaire. Le FMI a appuyé les efforts des autorités depuis fin 1999 par un accord triennal de 81 millions de dollars au titre de sa facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Les réformes visent essentiellement à assurer la stabilité macroéconomique, à accélérer la reconstruction de l'économie, à améliorer la gestion publique et à faire reculer la pauvreté, et sont appuyées aussi par un vaste plan d'action pour la coopération technique qui porte sur la gestion budgétaire, les administrations fiscale et douanière, la réforme bancaire, les statistiques économiques et la réforme juridique.

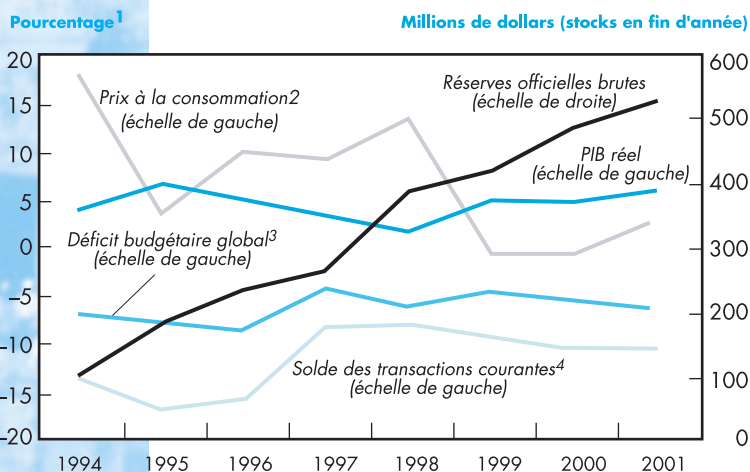
## Réformes et résultats depuis 1999

Les résultats macroéconomiques se sont améliorés depuis le lancement du programme. La croissance a atteint en moyenne 5-6 % depuis 1999, en dépit de graves inondations en 2000. Le dynamisme des exportations de vêtements, une reprise du tourisme et une hausse soutenue de la production agricole sont les principaux moteurs de la croissance. L'inflation reste très faible, du fait de la rigueur budgétaire et monétaire, d'un meilleur approvisionnement alimentaire et de la baisse des prix des importations, due à la dépréciation des monnaies des pays voisins par rapport au dollar américain.

Comme le ratio recettes/PIB est extrêmement bas et qu'il est urgent de reconstruire les infrastructures et d'accroître les dépenses sociales, le Cambodge doit accroître substantiellement ses recettes, tout en réorientant les dépenses militaires et de sécurité vers la santé, l'éducation et le développement rural. Depuis 1999, les résultats budgétaires se sont nettement améliorés, les recettes progressant d'environ 3 points de pourcentage du PIB, grâce, en partie, à la mise en place d'une TVA. Les autorités ont réduit les dépenses militaires et accru les dépenses sociales en pourcentage du PIB. Elles ont restructuré le budget tout en préservant la stabilité macroéconomique : les excédents du budget ordinaire se sont stabilisés autour de 1 1/2 % du PIB et les déficits globaux, y compris les dépenses de développement, ont été contenus en deçà de 6 % du PIB (hors dons). Il n'y a pas eu de financement intérieur du budget depuis 1999, d'où une hausse des crédits au secteur privé.

Dans le même temps, les autorités ont mené une politique monétaire prudente visant à contenir l'inflation et à stabiliser le taux de change. L'augmentation de la masse monétaire au sens large s'explique essentiellement par une hausse des avoirs extérieurs nets, tandis que les avoirs intérieurs nets du système bancaire ont

## Cambodge : indicateurs économiques



<sup>1</sup>Pourcentage de variation annuelle pour les prix à la consommation et le PIB réel; pourcentage du PIB pour le déficit budgétaire global et le solde des transactions courantes.

<sup>2</sup>Inflation en fin de période.

<sup>3</sup>Hors dons.

<sup>4</sup>Hors transferts officiels.

Sources : autorités cambodgiennes.

ment dollarisée. Mais après une période initiale de croissance, les conflits civils et l'instabilité politique ont interrompu les réformes. Les efforts de reconstruction n'ont repris qu'à la fin des années 90, lorsque le pays s'est unifié sous une administration unique.

En rupture avec le passé, le gouvernement de coalition formé en 1998 s'est engagé à accroître la trans-

baissé, du fait de l'amélioration de la situation budgétaire. Depuis fin 1998, le riel est relativement stable par rapport au dollar américain et en valeur effective réelle. Les réserves internationales officielles ont augmenté pour avoisiner trois mois d'importation, de biens et de services. Le déficit des transactions courantes est resté relativement stable, autour de 10 % du PIB (hors transferts officiels), grâce à la vigueur des exportations de vêtements. Les autorités libéralisent le régime de commerce en vue de l'adhésion à l'ASEAN et à l'OMC. Le système de change est exempt de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions extérieures courantes.

Le Cambodge a accompli des progrès substantiels dans l'exécution des principales réformes structurelles, même s'il y a eu des retards dans certains domaines importants. Les autorités se sont attachées aussi à améliorer la gestion publique et à combattre la corruption. Elles ont établi une nouvelle autorité nationale d'audit et approuvé un plan d'action gouvernementale début 2001. Elles diffusent ce plan d'action parmi les organismes publics et préparent un plan d'exécution et des mécanismes de suivi.

Les principaux éléments du plan d'action sont appuyés par le programme soutenu par le FMI au titre de la FRPC : il s'agit notamment de réformes de la gestion budgétaire, des administrations fiscale et douanière et du secteur financier, ainsi que de la préparation et de la diffusion des statistiques. Ces dernières années, les autorités ont aussi pris des mesures pour améliorer la gestion du secteur forestier, en mettant en place l'unité de suivi des délits forestiers — avec la participation d'un organe de contrôle indépendant — et en supprimant les concessions forestières non restructurées. Une nouvelle loi forestière, soumise au parlement à la mi-2001, pose les bases d'une bonne gestion, d'une exploitation durable des ressources forestières et d'une mobilisation adéquate des recettes.

Les autorités ont accompli des progrès dans la restructuration du système bancaire depuis l'adoption de la loi sur les institutions financières à la mi-1999. Le système bancaire, qui ne fournit que des services limités et ne contribue pas à l'activité économique, doit être profondément restructuré. Depuis le lancement de la restructuration fin 1999, 29 banques commerciales ont dû solliciter un nouvel agrément : 11 d'entre elles ont été déclarées non viables et n'ont pas reçu d'agrément. Un processus de restructuration a été engagé pour 14 banques potentiellement viables, les autres banques étant déclarées viables. En outre, la Banque publique du commerce extérieur a été dissociée de la Banque nationale du Cambodge, et recapitalisée à la mi-2001.

Pour financer une hausse des dépenses sociales et les augmentations salariales nécessaires dans la fonction publique, il faudra réduire les effectifs militaires. Après la bonne exécution d'un programme expérimental de démobilisation, la Banque mondiale et d'autres donateurs ont souscrit à un vaste programme de démobilisation de 42 millions de dollars en août 2001. Il s'agit de démobiliser 30.000 soldats en 2001–02, soit une réduction de

### Cambodge : indicateurs économiques

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 Proj.
Population (millions; mi-année)	10,7	11,0	11,6	12,3	12,7	13,0	13,3
PIB par habitant (dollars EU)	289	287	266	229	237	248	259
(Variation en pourcentage)							
Croissance du PIB réel	6,7	5,5	3,7	1,8	5,0	5,0	6,0
Taux d'inflation (IPC fin de période)	3,5	10,0	9,2	13,3	-0,5	-0,8	3,0
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
<b>Soldes budgétaires</b>							
Recettes	8,5	9,0	9,6	9,0	11,7	11,8	12,2
Dépenses	16,0	17,3	13,8	14,9	16,1	17,3	18,3
Solde ordinaire	-0,8	-1,2	0,7	-0,3	1,8	1,5	1,3
Solde global (hors dons)	-7,5	-8,3	-4,1	-6,0	-4,4	-5,5	-5,7
<b>Soldes extérieurs</b>							
Solde des transactions courantes (hors transferts officiels)	-16,7	-15,5	-8,1	-8,0	-9,4	-10,4	-10,4
Réserves officielles brutes (mois d'importations de biens et services)	1,5	2,1	2,4	3,5	3,3	2,8	2,8
Sources : autorités cambodgiennes et estimations des services du FMI.							

20 % des effectifs. Les autorités ont engagé aussi une réforme de la fonction publique. Après avoir conduit un recensement des fonctionnaires à la mi-1999 et avoir informatisé la paie, elles ont éliminé les irrégularités pour économiser 1,2 million de dollars par an. Mais le faible niveau des salaires continue d'entraver sérieusement la gestion publique et la fourniture des services publics. La stratégie de réforme qui vient d'être établie pour la période 2002–06 prévoit de meilleures incitations pour les cadres supérieurs, un système de classification des emplois fondé sur le mérite et un nouveau système de rémunération, et renforcera les capacités grâce à une meilleure gestion des ressources humaines.

### Enjeux

Les résultats initiaux de la réforme sont bons, mais il n'y a pas lieu de faire preuve d'un optimisme exagéré. Il faudra prendre des mesures d'envergure dans la période à venir pour bien mettre en place les conditions nécessaires à une croissance durable et à un recul de la pauvreté. Les questions de gestion publique et de transparence restent en tête des priorités du programme de réforme. À cet égard, il sera essentiel de s'en tenir strictement aux mesures et au calendrier prévus dans le plan d'action gouvernementale. Pour améliorer la gestion publique, il sera indispensable de mettre en place un système juridique et judiciaire moderne qui permettra d'établir un véritable état de droit, ainsi que des lois et réglementa-



Ian S. McDonald

Rédacteur en chef

Sara Kane · Sheila Meehan

Elisa Diehl

Rédactrices

Philip Torsani

Maquettiste/Graphiste

Avec la collaboration de  
Prakash Loungani

**Édition française**

Division française  
Services linguistiques, TGS

Marc Servais

Traduction

Catherine Helwig

Corrections & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est publié également en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 23 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, de même que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (sixième édition). Les articles du *Bulletin* peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org). Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars E.U. pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org).

tions commerciales modernes. En outre, le fonctionnement efficace de l'autorité nationale d'audit reste à démontrer. La transparence budgétaire devrait bénéficier du renforcement des procédures de gestion budgétaire dans le cadre du plan d'action pour la coopération technique. Il faudra aussi mettre en place un système qui produise des statistiques fiables, ponctuelles et complètes.

Sur le plan macroéconomique, il s'agira essentiellement de continuer d'améliorer les résultats budgétaires en mobilisant davantage de recettes et en accroissant les dépenses sociales. Cependant, les possibilités d'augmentation de recettes fiscales sont limitées à quelques mesures difficiles à exécuter d'un point de vue économique et politique, étant donné le potentiel limité de la fiscalité directe au stade actuel de développement du pays. L'effort devra donc porter essentiellement sur l'élargissement de l'assiette de l'impôt et l'amélioration de l'administration fiscale, tout en limitant strictement les exemptions fiscales. La capacité de relever les salaires dans la fonction publique, comme le prévoit la stratégie de réforme de la fonction publique, est directement liée à la réalisation des objectifs annuels de recettes et de démobilité.

Il sera essentiel de restructurer les banques et de réformer le système de paiement dans les délais requis pour développer l'intermédiation financière. La restructuration bancaire posera de nouveaux problèmes, notamment la liquidation ordonnée des établissements non viables, le suivi de la qualité des actifs, ainsi que la modernisation et la privatisation de la Banque du commerce extérieur. En ce qui concerne le secteur extérieur, le Cambodge doit encore se garder de contracter des emprunts extérieurs non concessionnels et régulariser ses relations avec ses principaux créanciers bilatéraux.

**Le FMI augmente le crédit de l'Argentine**

Le 7 septembre, le Conseil d'administration du FMI a approuvé une augmentation à 16,9 milliards de DTS (environ 21,6 milliards de dollars) du crédit accordé à l'Argentine dans le cadre d'un accord de confirmation approuvé initialement le 10 mars 2000 et augmenté le 12 janvier 2001. Le texte intégral (en anglais) des communiqués de presse 01/37, 00/17 et 01/3 est disponible sur le site Web du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).

Le Conseil a pris cette décision après avoir achevé la quatrième revue du programme de l'Argentine appuyé par l'accord de confirmation original. L'Argentine a ainsi à sa disposition immédiate 4,9 milliards de DTS (6,3 milliards de dollars), dont 4,0 milliards de DTS (5,05 milliards de dollars) au titre de la nouvelle augmentation. Un tirage supplémentaire de 976,2 millions de DTS (1,2 milliard de dollars) sera mis à sa disposition plus tard dans l'année après l'achèvement de la cinquième revue du programme. De nouveaux crédits seront disponibles, conformément à un calendrier encore à déterminer, en 2002 (5,4 milliards de DTS, soit 6,9 milliards de dollars) et en 2003 (764 millions de DTS, soit 973 millions de dollars). Sur les tirages prévus pour 2002, un



*Angkor Wat : la reprise du tourisme est l'un des principaux moteurs de la croissance au Cambodge.*

Les autorités ont énoncé leur stratégie à moyen terme à l'appui d'une croissance qui permettrait de faire reculer nettement la pauvreté dans leur document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et le deuxième plan de développement socioéconomique pour la période 2001-05, établi avec le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Il est prévu que cette stratégie sera affinée en 2002, lorsque le Cambodge élaborera un DSRP définitif. ■

Philippe Marciniak  
FMI, Département Asie Pacifique

montant à concurrence de l'équivalent de 3 milliards de dollars pourrait être décaissé plus rapidement pour appuyer une opération de gré à gré qui améliorerait le profil de la dette de l'Argentine.

Le programme révisé des autorités est axé sur une politique budgétaire visant à éliminer immédiatement le déficit de l'État fédéral, conformément aux dispositions de la loi «déficit zéro». Si les mesures annoncées sont appliquées strictement, la prime de risque dont la dette de l'Argentine est assortie et les taux d'intérêt intérieurs devraient baisser durablement, d'où un redressement modeste de la croissance du PIB réel au dernier trimestre de 2001 qui conduirait à une croissance voisine de 2,5 % en 2002.

Commentant les débats du Conseil, Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI et Présidente par intérim, a déclaré que «le FMI salue le net renforcement de l'effort budgétaire dans le programme révisé des autorités argentines, qui devrait stabiliser la situation macroéconomiques et s'attaquer aux obstacles structurels majeurs à une reprise de l'investissement et de la production».

L'Argentine est membre du FMI depuis le 20 septembre 1956. Sa quote-part est de 2,1 milliards de DTS 2,7 milliards de dollars). L'encours des crédits du FMI s'élève actuellement à 6,5 milliards de DTS (8,3 milliards de dollars).